L'indirection de la guerre ou le retour de la guerre limitée

Olivier Kempf

Dans Politique étrangère 2015/4 Hiver , pages 157 à 169
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365674539
DOI 10.3917/pe.154.0157
Date de mise en ligne : 09/12/2015

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-4-page-157?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

L'indirection de la guerre ou le retour de la guerre limitée

Par **Olivier Kempf**

Olivier Kempf est docteur en science politique. Il dirige la lettre géostratégique «La Vigie» (www.lettrevigie.com).

Tant les États-Unis que la Russie ont semblé ces dernières années modifier leur conception de l'emploi de la force. Recours au privé, actions d'alliés au sol, *leadership from behind* pour les Américains. Valorisation des actions spéciales, du renseignement, de la guerre de l'information, et même de la gesticulation nucléaire, pour les Russes. Ces choix stratégiques témoignent sans doute, après l'ascension vers la guerre totale qu'a connue le XXe siècle, d'un retour à l'idée de guerre limitée.

politique étrangère

La récente crise ukrainienne a surpris beaucoup d'observateurs, qui y ont remarqué la conjugaison d'actions militaires – ouvertes ou masquées –, non militaires – guerre de l'information –, d'actions électromagnétiques et cyber, accompagnées d'allusions nucléaires. Cette mise en œuvre d'une large gamme de moyens a conduit certains à évoquer la notion de guerre hybride – qui serait une nouveauté. Or cette pratique stratégique russe répond à une pratique américaine constante de ces dernières années. Il ne s'agit pas seulement d'une stratégie furtive utilisant drones, forces spéciales et cyberagressions, mais d'une stratégie composite renouvelant la notion de stratégie indirecte, chère à Basil Henry Liddell Hart et André Beaufre[1].

Ainsi les deux plus grandes puissances militaires auraient-elles choisi une nouvelle façon de «conduire la guerre», cette guerre qui ne cesse de muter dans ses formes ouvertes – conventionnelles, nucléaires et asymétriques. Nous serions face à un nouveau cycle conflictuel – que nous nommerons ici «indirection» –, basée sur une stratégie indirecte élargie. La différence ne tient pas ici seulement à l'agencement des moyens

1. B. H. Liddell Hart, *Stratégie*, Paris, Perrin,1998 et A. Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Paris, Fayard, 2012.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

à disposition – c'est le rôle traditionnel de la stratégie –, mais au fait qu'on en revient à des objectifs plus limités et que l'on réussit à maîtriser l'action pour les atteindre, sans se laisser entraîner au-delà. Une telle logique réunit, selon le vocabulaire de Beaufre, l'approche indirecte – dans la manœuvre militaire – et la stratégie indirecte – utilisation d'autres moyens que la guerre comme instrument de la politique. Dès lors, les moyens – forces spéciales, drones, etc. –, comme les voies – pressions économiques et guerre de l'information – de la stratégie se conjuguent en faveur du but stratégique initialement défini.

L'indirection de la guerre, c'est-à-dire sa pratique indirecte, caractérise notre époque indécise. Mais on a encore du mal à la cerner derrière les conflits et coups de toute nature, où la guerre se niche sous des formes fluides, furtives, fugaces, la plupart du temps violentes, et qu'il convient de décrypter.

L'indirection stratégique américaine

Les moyens souverains

Très tôt les commentateurs ont voulu discerner une « doctrine Obama » de la guerre, articulée sur le triptyque décrit par Jean-Louis Gergorin : forces spéciales, drones et cyberattaques[2]. Une telle présentation demande toutefois à être précisée. Elle provient tout d'abord d'une décision directe, celle du *surge* qui eut pour effet d'augmenter sensiblement le volume des troupes américaines en Afghanistan. Ainsi la stratégie « furtive » n'est-elle peut-être qu'un moment, entre deux temps d'interventions plus directes. L'Amérique connaît aujourd'hui une incontestable « fatigue de la guerre », mais il demeure possible que ce moindre engagement ne constitue qu'une parenthèse dans une vision plus large. De ce point de vue, la stratégie « furtive » serait un moyen parmi d'autres de continuer à marquer le terrain.

Constatons toutefois que Barack Obama a été élu sur un programme général de retrait des opérations, d'Irak pour le premier mandat, d'Afghanistan pour le second. Toutefois, face au complexe militaro-industriel et à une opinion publique plus « militarisée » qu'en Europe, il lui fallait trouver des accommodements prouvant que les objectifs demeuraient, que seules les méthodes changeaient[3]. Enfin, il faut peut-être relativiser cette idée d'« interventions fugaces ». Si les forces spéciales continuent d'être engagées – du raid contre Ben Laden au déploiement, à l'automne 2014, de

2. J.-L. Gergorin, « La stratégie furtive de Barack Obama : une novation majeure », *Commentaire*, n° 139, automne 2012. Voir aussi D. E. Sanger, *Obama. Guerres et secrets*, Paris, Belin, 2012.
3. B. Woodward, *Les guerres d'Obama*, Paris, Denoël, 2011.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

« conseillers » en Irak –, l'emploi des drones doit être remis à sa juste place[4]. L'essentiel de la panoplie américaine est constitué de drones d'observation, non de drones de combat ; de plus, ces derniers sont principalement placés sous le contrôle de la CIA et appartiennent dès lors non aux Forces spéciales – donc régulières[5] –, mais aux pôles « action » des services de renseignement, susceptibles d'agir hors des cadres légaux, ou dans un cadre légal moins contraignant que celui des forces armées. Enfin, s'agissant du cyber, le scandale Snowden a démontré que le cœur de l'activité concernée était l'espionnage et que l'essentiel des moyens dépendait d'une agence de renseignement, la NSA, et non du *Cybercommand* militaire. Là encore, l'emploi des moyens n'est pas le fait d'une pratique nouvelle de la guerre, mais celui des services secrets. Il y a de ce point de vue un réel changement de portage : une moindre utilisation de l'outil militaire et un recours accru à des moyens qui peuvent être offensifs et mis en œuvre par des organes certes souverains, mais hors de la chaîne de défense proprement dite.

Les relais extérieurs

En revanche, il paraît clair que l'administration Obama a poursuivi les tendances de ses prédécesseurs.

Tout d'abord le recours marqué aux sociétés militaires privées. Celui-ci avait été initié sous la présidence Bush, très visiblement en Irak et en Afghanistan[6]. Le moindre engagement militaire qui suit le retrait de ces deux pays entraîne logiquement une baisse du volume des interventions de ces sociétés. Elles demeurent cependant actives, même si moins visibles, au Moyen-Orient, en Afrique, voire en Ukraine.

De façon plus nette, les Américains ont recherché des procurateurs (*proxys*), c'est-à-dire des troupes au sol non américaines mais agissant dans leurs intérêts. La tendance est ancienne, si on se souvient de la formation en 1994 de troupes croates afin de retourner le front serbe au printemps 1995. De même, la réussite du général Petraeus en Irak est passée par un accord avec les tribus sunnites de la province d'Anbar. Il en

4. M. Mazzetti, *The Way of the Knife: The CIA, a Secret Army, and a War at the Ends of the Earth*, New York, Penguin Press, 2013 et S. Taillat, « Drones-tueurs et éliminations ciblées. Les États-Unis contre Al-Qaïda et ses affiliés », Paris, Ifri, *Focus Stratégique*, n° 47, octobre 2013, disponible sur : <www.ifri.org>.

5. Même si elles sont à la charnière entre le régulier et l'irrégulier. Comme l'explique Colin Gray, les forces spéciales sont un moyen pour les armées régulières d'irrégulariser une partie de leurs troupes afin de s'adapter à un adversaire irrégulier. Voir C. Gray, *La Guerre au xxie siècle : un nouveau siècle de feu et de sang*, Paris, Economica, 2008.

6. G.-H. Bricet des Vallons, « Le paradigme Watan : l'externalisation de la logistique américaine en Afghanistan finance l'insurrection », *in* O. Kempf (dir.), *La Logistique, fonction opérationnelle oubliée*, Paris, L'Harmattan, 2011.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

fut de même lors du conflit en Libye, où aucun allié ne voulut mettre de troupes au sol et où l'on appuya les brigades de *thuwar* – mot arabe que l'on pourrait traduire par révolutionnaires – progressant au rythme des bombardements aériens.

Toutefois, cette stratégie n'a pas toujours été couronnée de succès. Hormis l'Alliance du Nord au début de l'intervention en Afghanistan, les États-Unis ne trouvèrent guère d'allié fiable. D'où la construction d'une armée nationale pour aller vers une « afghanisation » du conflit, selon une méthode beaucoup plus lourde que les exemples précédents. De même, la déroute de l'armée irakienne pendant l'été 2014, fuyant Mossoul sans combattre alors qu'elle avait été formée et équipée par les Américains, relativise l'efficacité – et son caractère durable – de ces procurateurs.

Cet usage de procurateurs présente en effet de nombreuses difficultés : une fiabilité opérationnelle et politique fragile, un risque de retournement ou d'autonomisation, le risque surtout d'une action de court terme, qui abandonne plus tard la partie appuyée et la laisse donc se déliter. Utiliser des procurateurs présente l'avantage d'un moindre engagement et d'une plus grande réversibilité. Mais le retrait de l'appui entraîne presque automatiquement le délitement de l'entreprise. Structurellement, le succès d'un tel mode d'action ne peut être que temporaire. De même, les parties en présence peuvent faire l'objet de concurrence : les États-Unis ne sont pas les seuls à adopter cette stratégie de procuration, et toute guerre civile a naturellement tendance à générer de multiples enjeux extérieurs. En Syrie, de nombreux acteurs, étatiques ou non, sont venus soutenir les différentes parties, au point que les combattants soutenus par les États-Unis sont devenus marginaux.

Des alliés fiables au sol

Les alliances constituent un troisième moyen d'action. Il s'agit là aussi d'une option déjà utilisée par les prédécesseurs d'Obama, comme l'illustre la coalition rassemblée lors de la première guerre du Golfe en 1991. Toutefois, le mot alliance fait souvent penser à l'OTAN. Or, force est de constater que depuis 1999 et l'affaire du Kosovo, les États-Unis font moins appel à l'Alliance atlantique. Celle-ci, intervenant toujours en deuxième échelon, n'est plus le cadre de la primo-intervention : ce fut le cas en Afghanistan – prise en compte de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en 2003 seulement, soit deux ans après le lancement de l'opération –, ou en Libye – après l'initiative franco-britannique. On note au contraire la mise en place systématique de coalitions de volontaires (*coalition of the willing*) hors du cadre allié : en Afghanistan en 2001, en Irak en 2003, pour les opérations contre le groupe État islamique en septembre 2014.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Retenue stratégique et leadership from behind

Nous n'avons décrit ici que des procédés. Mais s'il y a une innovation de la présidence Obama, c'est celle de la retenue stratégique, qui vient renouveler les catégories habituelles d'analyse articulées autour du couple interventionnisme/isolationnisme.

Barack Obama a en effet été élu sur un programme de retrait des grands conflits entrepris par son prédécesseur. Il répond en cela à ce qu'on a pu appeler une « fatigue de la guerre » du peuple américain. Il s'en est suivi une posture plus retenue, marquée par un certain nombre de discours. Si l'on a surtout relevé celui du Caire, prononcé peu de temps après son accession au pouvoir, il s'agit bien là d'une vision continue, qui traverse les deux présidences comme l'illustre le discours de West Point du 28 mai 2014 : « Il est absolument vrai qu'au XXIe siècle, l'isolationnisme américain n'est pas une option […] Mais une intervention militaire américaine ne peut pas être la seule – ni même la principale – composante de notre *leadership* en toutes circonstances. Ce n'est pas parce qu'on a le meilleur marteau qu'on doit voir chaque problème comme un clou.[7] » Le président énonce alors le principe de son action : « Nous devons donc formuler une stratégie qui corresponde à cette menace diffuse – une stratégie qui étende notre portée sans que nous ayons à envoyer des forces dont le déploiement est une charge trop lourde pour notre armée, ou attise le ressentiment des populations locales. Nous avons besoin de partenaires avec nous.[8] »

Il s'agit là non d'une hésitation ou d'une indécision, mais d'une posture stratégique consciente, moins convaincue de l'efficacité de l'intervention militaire directe en toutes circonstances. Au fond, il s'agit plus d'une stratégie d'influence que d'une stratégie d'action directe. Au-delà du *leadership from behind* – expression utilisée pour expliquer la position américaine lors de la guerre en Libye –, elle vise à favoriser une action plus multilatérale, tenant mieux compte des acteurs locaux, moins assurée, au fond, de l'applicabilité immédiate du modèle américain. Une stratégie toujours fondée sur des valeurs américaines et la préservation des intérêts nationaux, mais réservée quant aux moyens à utiliser pour les répandre et les défendre. Une stratégie qui ne rejette pas le fait de la violence armée, mais entend en mesurer mieux l'emploi. Non une stratégie indirecte, mais une « indirection stratégique », adaptée à la puissance américaine.

---

7. Discours de Barack Obama à l'académie militaire de West Point (New York) le 28 mai 2014, disponible sur : <http://iipdigital.usembassy.gov>.
8. *Ibid.*

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Précisons toutefois que ce terme d'indirection ne sous-entend nullement une absence de direction de la guerre, une hésitation, ou une désorientation stratégique. Les buts stratégiques sont bien identifiés, seuls les voies et moyens relèvent de méthodes indirectes.

L'indirection stratégique russe

Une prise de conscience née des opérations en Ukraine

Les événements survenus en Ukraine en 2014 ont suscité quelques surprises. Au-delà des condamnations politiques de la violation du droit international ou de l'ingérence en Ukraine, les milieux stratégiques n'ont pas masqué leur embarras devant les qualités manœuvrières des forces pro-russes. Au fond, chacun gardait le souvenir d'une armée soviétique pesante, monolithique, incapable de dominer les moudjahidines en Afghanistan. On retenait plus l'écrasement de l'opposition en Tchétchénie, dans une guerre sanglante et destructrice, que les qualités de mouvement démontrées en Géorgie en 2008 – fût-ce très brièvement.

La rapide mainmise sur la Crimée au moyen de forces sans insignes a stupéfié nombre d'observateurs. À l'heure de l'ultra communication, de la vidéo en direct, voici qu'une troupe réussissait à manœuvrer à la fois visiblement et sans traces. Cette maîtrise du champ médiatique, jointe au couplage réussi entre manœuvre militaire et guerre de l'information, a constitué, à n'en pas douter, l'un des grands enseignements du conflit. Il aurait pourtant fallu noter aussi la vitesse de déploiement, la saisie rapide de points clés, le blocage des positions adverses pour éviter tout recours au feu, l'utilisation de partisans tant au niveau politique que militaire avec la constitution de « milices » rapidement armées et encadrées…

Alors que l'affaire de la Crimée avait été réglée en quelques jours, le Donbass a au contraire connu un long pourrissement laissant champ libre aux extrémistes des deux bords, à des violences localisées puis à un conflit armé – d'avril à juin 2014. Les combats, menés au début par des milices, s'intensifièrent, tandis que le gouvernement de Kiev envoyait des renforts pour bloquer puis repousser les insurgés russophones – de juillet à mi-août 2014. Les pro-russes furent sur le point de céder, leurs positions étant gravement contournées au point de perdre la liaison entre Donetsk et Lougansk. On assista alors à une contre-offensive des insurgés, visiblement aidés par des forces russes, et au rétablissement des positions perdues, et même au-delà. Depuis, les insurgés ont pu reprendre l'aéroport de Donetsk et la poche de Debaltsevo. La durée de l'effort et la discipline militaire démontrée dénoncent sans nul doute la présence de moyens

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

russes. Si le camouflage avait remarquablement fonctionné en Crimée, il ne trompait plus grand monde dans le Donbass.

Guerre hybride ou doctrine Gerasimov ?

Ces deux manœuvres dans les provinces d'Ukraine ont conduit certains à parler de guerre hybride, notion évoquée dès 2005 aux États-Unis[9], mais mal caractérisée. Elle inclurait l'usage de forces spéciales – « les petits hommes verts » – et autres agents des services de renseignement – « les hommes polis » –, une très grande maîtrise des opérations de communication, éventuellement l'utilisation du cyber, une certaine gesticulation nucléaire, et enfin la pratique de la guerre économique.

Les spécialistes se sont alors mis à lire la « doctrine militaire russe ». L'édition en cours datait de 2010 et une révision fut publiée par le Kremlin fin décembre 2014. Cette doctrine pose un certain nombre de diagnostics sur l'environnement stratégique, par exemple en pointant les dangers de l'expansion de l'OTAN, le risque de déstabilisation des pays voisins, le développement de systèmes antimissiles ou d'armes de grande précision. Elle énonce quelques principes : la nécessité d'une défense élargie pouvant se projeter si nécessaire à l'extérieur des frontières, l'utilisation de moyens militaires et non militaires, l'importance du facteur temps, le rôle de la guerre de l'information comme appui à la force militaire ; rien, au fond, de très surprenant, ni de très novateur.

Si l'on veut saisir le « comment », il faut se reporter à ce qu'on a pu appeler la « doctrine Gerasimov », du nom du chef d'État-major russe qui publia un long article de fond en février 2013[10], dans lequel il détaillait les résultats des recherches doctrinales de l'appareil russe dans les années précédentes.

Il relevait ainsi l'affaiblissement des limites entre états de paix et de guerre, ainsi que l'importance croissante des moyens non militaires pour atteindre des objectifs stratégiques, notant qu'il fallait désormais envisager l'usage caché de moyens militaires, notamment dans des opérations d'information, et l'usage de forces spéciales par exemple sous le prétexte de maintien de la paix ou de gestion des crises. Il évoquait également l'instrumentalisation des oppositions internes afin de créer un front opérationnel

9. Voir par exemple F. G. Hoffman et J. N. Mattis, « Future Warfare: The Rise of Hybrid Wars », *Proceedings Magazine*, vol. 132, novembre 2005 et F. G. Hoffman, « How Marines are Preparing for Hybrid Wars », *Armed Forces Journal*, mars 2006, disponible sur : <www.armedforcesjournal.com>.
10. V. Gerasimov, « La valeur de la science dans la prédiction », *Le Courrier militaro-industriel*, 27 février 2013.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

sur l'ensemble du territoire ennemi. La guerre de l'information, notait-il, ouvre des possibilités asymétriques utiles pour réduire le potentiel de l'ennemi et influencer les structures étatiques et la population. En fait, tous les moyens peuvent être bons pour éviter l'engagement direct des forces.

Éléments de surprise et indirection

La doctrine militaire russe n'est pas radicalement nouvelle, mais la Russie a fait de réels progrès, tirant les leçons non seulement de ses propres expériences opérationnelles – en Tchétchénie ou en Géorgie –, mais encore des opérations occidentales en Irak ou en Afghanistan, autour des questions de contre-insurrection, de combat asymétrique, de cyberdéfense, de guerre de l'information, de puissance aérienne…

Moscou a ainsi mis en œuvre des instruments opérationnels pour certains oubliés. Tout au long de la crise, les Russes n'ont cessé de montrer leur arsenal nucléaire, marquant la continuité qui demeure à leurs yeux entre engagement classique et engagement nucléaire, conformément à leur doctrine constante : ce qui a pu être oublié à l'Ouest par beaucoup a été patiemment maintenu par la Russie, qui y a toujours vu le moyen de garantir la parité stratégique avec l'Ouest. La crise ukrainienne nous rappelle que l'équilibre stratégique en Europe repose toujours sur le fait nucléaire. Le point le plus nouveau, en tout cas le plus visible, fut le maniement de la rhétorique nucléaire tout au long de la crise : la « messagerie stratégique nucléaire » a été ouverte pour ne plus se refermer.

De même, la mobilité stratégique russe s'est avérée impressionnante au regard de celle des Européens. Les Russes n'ont cessé de relever leurs troupes déployées à proximité des frontières ukrainiennes, tout en réussissant à conduire régulièrement des exercices de très grande ampleur – ainsi la manœuvre Vostok 2014, qui a déplacé en novembre plusieurs dizaines de milliers d'hommes jusqu'aux confins orientaux du pays, soit sur plusieurs fuseaux horaires.

Une mobilité russe impressionnante

On notera enfin la capacité des insurgés à dénier à l'adversaire la supériorité aérienne. De nombreux aéronefs militaires ukrainiens ont été détruits, obérant ainsi sa capacité de manœuvre tactique et de renforcement des positions avancées, et forçant les troupes ukrainiennes à combattre exclusivement au sol. La leçon est d'une grande importance si l'on considère que la doctrine occidentale affirme la nécessité de l'acquisition initiale de la supériorité aérienne. Ce qui était aisé face à Saddam Hussein, aux talibans ou à Kadhafi ne le serait peut-être pas devant la Russie contemporaine.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Cela étant, pointons une caractéristique du dispositif russe : ses succès ne sont possibles que dans les zones de « l'étranger proche ». Cette dernière notion est bien sûr controversée, mais elle recouvre des réalités décisives. La première est celle de proximité : la Russie s'engage sur son territoire ou à proximité immédiate, ce qui facilite à l'évidence son efficacité stratégique. La seconde tient à l'existence de populations qui lui sont favorables. Il ne s'agit pas ici de débattre de la notion de *Novorossia*, mais simplement de constater que, dans toutes les opérations récentes, la Russie s'est appuyée sur des partisans nombreux ou un soutien plus ou moins tacite de la population – en Transnistrie, en Ossétie du Sud, en Abkhazie, en Crimée, maintenant dans le Donbass. Avec autant de procurateurs sur lesquels s'appuyer, le dispositif ressemble en cela à celui des Occidentaux. La seule différence réside dans la durée de l'engagement : les procurateurs agissant au profit des Russes savent que le soutien sera pérenne, quoi qu'il en coûte.

Indirection et guerres limitées

Que retenir de ces deux approches, fort distinctes mais répondant par deux voies différentes aux conditions stratégiques du moment, et donc à la prise en compte à la fois de la péremption des guerres classiques frontales et de l'indécision des guerres asymétriques ? Au fond, ces approches correspondent aux besoins des guerres limitées.

Le refus des guerres limitées

Le régime westphalien classique s'accommodait de guerres limitées. Plus exactement, il ne fonctionnait que dans un régime de guerres limitées. On a pu brocarder la « guerre en dentelles », oubliant qu'elle pouvait être extrêmement meurtrière[11] – qu'on pense aux ravages du Palatinat ou à la Guerre de sept ans. Pourtant, si les États s'affrontaient dans ce système westphalien, chaque partie reconnaissait à l'autre son existence, son altérité. La guerre était le moyen de résoudre un conflit, non une lutte à mort. Les traités de paix qui en résultaient étaient solides car sanctionnant la fortune des armes. Ils pouvaient même être durables et ne pas constituer de simples armistices jusqu'à ce que l'un ou l'autre eût repris des forces. Mais ce système westphalien classique a été profondément affecté par trois évolutions.

La première est politique : la Révolution française invente une nouvelle souveraineté, celle de la Nation, et enrôle le « citoyen en armes » tel qu'annoncé précocement par Guibert. Certes, Napoléon utilisera les principes de Guibert et y ajoutera son génie manœuvrier, mais l'empereur n'aurait

11. Voir R. Caillois, *Bellone ou la pente de la guerre*, Paris, Flammarion, 2012.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

pu exister s'il n'avait été d'abord le général de la campagne d'Italie à la tête d'une armée révolutionnaire. La révolution est ici politique avant d'être militaire. Le système du Congrès de Vienne tentera d'en revenir au premier format westphalien, en inventant un jeu d'équilibre des puissances qui aura des effets durables.

C'est ici qu'intervient une deuxième évolution, celle de la guerre industrielle. Apparue dès la guerre de Sécession, visible dans la guerre de 1870 avec le rôle stratégique des chemins de fer, elle manifeste sa radicalité lors de la Première Guerre mondiale, puis dans la Seconde. La conjonction de la guerre nationale et de la guerre industrielle aboutit à la « guerre totale », selon l'expression inventée par Léon Daudet dès 1918 et reprise par Erich Ludendorff (1935). Il s'agit d'une « absolutisation » de la guerre, la guerre totale correspondant bien aux régimes totalitaires de l'époque. Désormais, l'autre n'est plus accepté dans son altérité, son régime doit être abattu, la guerre n'a plus de limites.

La fin de la Seconde Guerre mondiale coïncide avec la troisième évolution, l'avènement du nucléaire. Pourtant, l'ère stratégique nucléaire n'a vraiment commencé que plus tard, dans les années 1950, lorsque l'URSS atteignit la parité nucléaire, puis la supériorité dans l'espace avec le Spoutnik. Le phénomène d'absolutisation de la guerre atteint alors un sommet, perceptible lors de la crise de Cuba. La stratégie nucléaire domine toutes les autres stratégies et la guerre devient moins possible que jamais tant la menace d'anéantissement ne concerne plus seulement un belligérant, mais les deux[12].

Ce durcissement des conflits affecta profondément le système stratégique, au point de rendre la guerre quasiment illégale, sauf en légitime défense collective, ainsi que le prévoit la Charte des Nations unies. La guerre limitée n'était plus envisageable[13]. Le simple fait de penser la guerre comme moyen de résolution des conflits devenait impossible, inavouable. Il fallait inventer des motifs moralement acceptables pour justifier l'entrée en conflit[14] : guerres de décolonisation, guerres révolutionnaires, plus récemment « opérations de maintien de la paix », droit d'ingérence (Kosovo, 1999), actions préemptives (États-Unis en Irak, 2003), responsabilité de protéger (Libye, 2011)… Un blanc-seing des Nations unies apparaît désormais pratiquement requis pour combattre.

12. O. Kempf, « La sphère stratégique nucléaire », *Revue Défense Nationale*, Paris, n° 782, été 2015.
13. Du moins en Europe. Il y eut bien des « guerres limitées », menées par procuration ou directement, sur des théâtres extérieurs : Corée, Vietnam, Afghanistan.
14. Même si dans beaucoup de ces conflits, de réels intérêts peuvent être en jeu. La justification sert justement à camoufler ces intérêts.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Le retour des guerres limitées ?

Face à ces contorsions, États-Unis et Russie ont pris leurs distances. Les premiers ne cessent de faire prévaloir leur droit national et refusent toute juridiction supranationale : ainsi considèrent-ils qu'ils sont en guerre depuis 2001 et que leurs actions armées ne sont pas illégales, que ce soit au Pakistan, au Yémen ou en Somalie. De même, la Russie voit dans les Nations unies une machine instrumentalisée par les Occidentaux et Sergueï Lavrov ne cesse d'invoquer à ce sujet le précédent de la résolution 1973 sur la Libye.

Constatons enfin que le monde est aujourd'hui plus désordonné qu'au temps de la guerre froide. On ne peut plus guère parler de « système » international, ce qui rend assez vains les débats sur sa nature – monopolaire, multipolaire, duopolaire, apolaire… La société internationale a retrouvé une nature « post-hobbesienne », qui révèle un certain retour à l'état de nature, celui de « la guerre de tous contre tous ». Désormais, il n'y a plus de vrais amis ni de vrais ennemis étatiques, chacun agissant au mieux de ses intérêts souverains.

La complexité actuelle n'est pas nouvelle, et tout l'après-guerre froide a consisté à trouver une réponse à cette complexité qui succédait au simplisme binaire du monde bipolaire. Les penseurs militaires occidentaux ont alors échafaudé de nombreuses théories : révolution dans les affaires militaires, stratégie basée sur les effets, approche globale… À chaque fois, il s'agissait de répondre à la complexité par de la complexité. Mais la dissymétrie en action – c'est-à-dire une supériorité militaire incontestable – conduisait à des guerres rapides aux résultats peu probants[15]. On pouvait obtenir plus rapidement le résultat classique des guerres totales des XIXe et XXe siècles : le changement de régime. En revanche, celui-ci laissait place à des situations confuses, chaotiques, qui transformaient l'apparente victoire militaire en inéluctable défaite politique : Afghanistan, Irak et Libye l'illustrent abondamment.

Dépasser le « changement de régime » ?

Le recours aux stratégies indirectes – l'indirection de la guerre à proprement parler – entend aider à trouver des scénarios alternatifs au « changement de régime » – jusque-là seul réel but de guerre. Puisque l'apparente facilité du résultat ne débouchait sur aucun succès politique durable, il fallait user d'autres moyens, moins absolus, plus réalistes, c'est-à-dire plus limités.

15. Général V. Desportes, *La Guerre probable*, Paris, Economica, 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Cette réalité s'impose aux grandes puissances qui ont, plus que d'autres, les moyens de conduire des stratégies adaptées à ce nouvel environnement. L'indirection stratégique pratiquée par Moscou et Washington répond aux nouvelles conditions tant stratégiques que géopolitiques. L'indirection de la guerre constitue, en fait, à réinventer la guerre limitée, perdue quelque part au XIXe siècle. Il ne s'agit pas de s'en plaindre, mais d'essayer de trouver les moyens de traduire conceptuellement et opérationnellement les implications de ces nouveaux conflits limités.

Les principes d'indirection : jusqu'où ne pas aller trop loin ?

Quels pourraient alors être les principes de cette indirection ? En voici une ébauche :

- Rester en dessous d'un seuil « admissible » de violence pour éviter l'escalade adverse.
- Garder une distance minimale d'intervention pour éviter le risque d'entraînement : usage de « conseillers », de forces spéciales camouflées, utilisation fugace et furtive de forces au sol, emploi de procurateurs et d'effecteurs distants – frappes aériennes, drones, cyberagressions –; discours portant une forte signalétique stratégique.
- Maintenir constamment la réversibilité de l'action.
- Mener simultanément des actions dans les domaines militaires et non militaires, principalement la guerre de l'information – Américains comme Russes y excellent –, et la guerre économique – sanctions, coupures de gaz.
- Préserver et brandir les moyens de la guerre illimitée – nucléaire, technologie, matériels, troupes – et compenser les lacunes localisées par une supériorité non classique.

Tout ceci devrait conduire à des interventions limitées, à distance, non vitales mais sur des points d'application sensibles : Moyen-Orient pour les Américains – coalition contre l'État islamique, frappes de drones au Yémen –, « étranger proche » pour les Russes. En dépit des différences de pratiques, force est de constater que les principes sont partagés.

***

On s'est surtout attaché jusqu'ici aux manières de conduire la guerre, aux choix de stratégie militaire. Au niveau supérieur, celui de la « Grande stratégie », comment interpréter ces deux conduites, la russe et l'américaine ?

Au sujet des Russes, certains ont parlé d'un « *soft power* négatif » pour décrire l'efficacité de la propagande. Toujours est-il que beaucoup, y

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

compris à l'Ouest, adhèrent non pas forcément au projet russe mais à la manière, certes brutale mais lisible, et s'appliquant dans un espace considéré par beaucoup comme appartenant au monde russe. Surtout, cette approbation rejoint à l'Ouest une réelle défiance vis-à-vis du « système » international. En cela, la Russie joue habilement de nos propres failles et son efficacité révèle surtout notre propre fragilité.

S'agissant de l'Amérique, n'oublions pas le cynisme de Barack Obama dans les affaires Snowden ou Gemalto : l'espionnage est bon pour l'Amérique et ses intérêts économiques, et la technologie cyber permet de se débarrasser des oripeaux de la vieille puissance. La nouvelle logique de puissance est technophile, dominatrice et inégalitaire, séparant les États-Unis du reste du monde, Europe comprise[16].

À comparer les deux voies, on a surtout l'impression que le retour à la guerre limitée que traduit l'indirection de la guerre correspond à deux visions différentes de la puissance : l'une, traditionnelle et militaire, du côté de Moscou ; l'autre technologique, économique et innovatrice du côté de Washington. Mais toutes deux sont de vraies stratégies de puissance, visant à imposer par la force leur vision du monde.

Mots clés
Stratégie américaine
Stratégie russe
Guerre limitée
Crise ukrainienne

16. Q. Michaud, *L'Affaire Snowden. Rupture stratégique*, Paris, Economica, 2014.